



La corédaction en système juridique plurilingue et le figement du sens

Une analyse sémantique et traductologique des ordonnances suisses liées à la COVID-19

Séminaire francophone tournant de jurilinguistique
23/04/2021

Pr. Laurent GAUTIER

Centre Interlangues Textes Image Langage (UBFC)

Waldemar NAZAROV

Centre Interlangues Textes Image Langage (UBFC)

Fachbereich Translations-, Sprach- und Kulturwissenschaft (JGU)

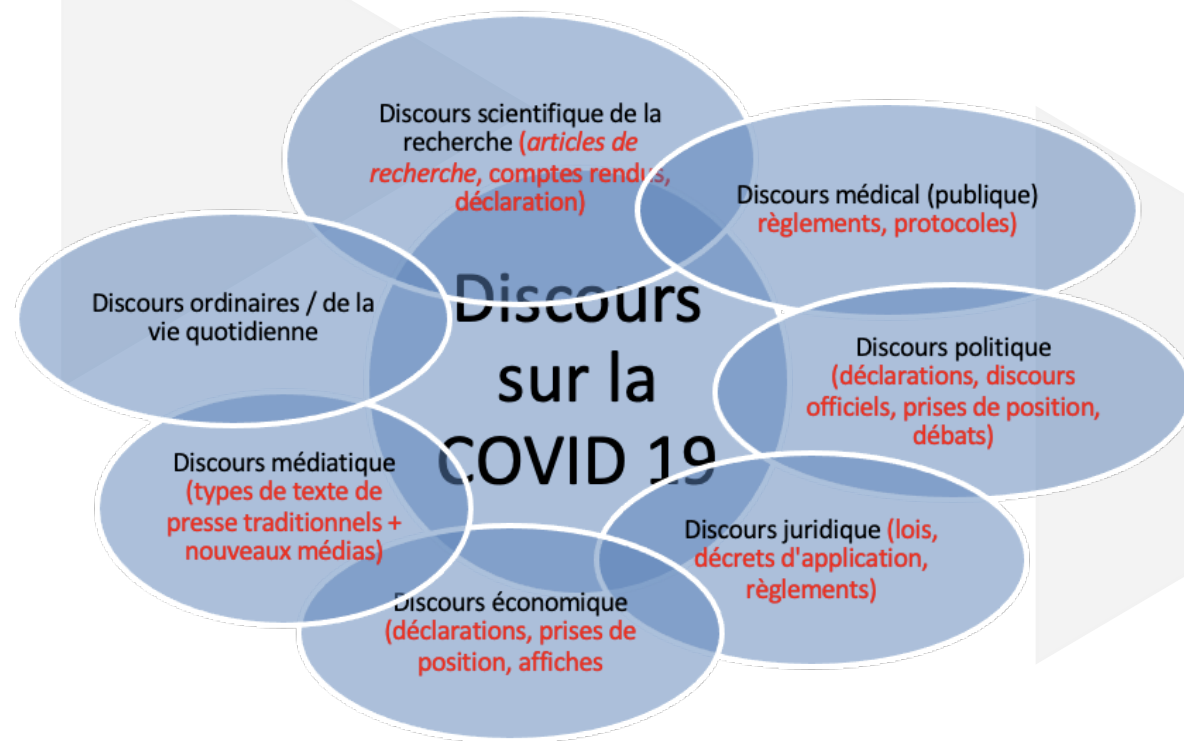
Structure de la présentation

- 1) Introduction : éléments de contexte
- 2) La traduction juridique et la corédaction
- 3) Méthodologie: pour une approche par les *frames*
- 4) L'interprétation littérale : la première ordonnance suisse liée à la COVID-19
- 5) Conclusion

Introduction : éléments de contexte

La pandémie de COVID19, objet de recherche pour la jurilinguistique?

- La pandémie de COVID19: initialement une question de biologie et de médecine => implications sur les domaines de la vie en société : politique, économie, vie sociale, sports, culture
- Pour le linguiste: un objet de discours, un "événement discursif" (Moirand 2007) ayant conduit à la construction d'une sphère discursive, incarnée par des types de textes prototypiques



Introduction : éléments de contexte

Le discours sur la COVID19 dans ses dimensions juridiques

- Différents types de mesure prises au niveau gouvernemental ont nécessité une "traduction" législative exprimées dans différents types de textes : confinement, restrictions de circulation, fermetures de bâtiments, définition des biens et services "essentiels", nouvelles réglementations pour la vie quotidienne...
- Rédaction et vote de nombreux textes à dimension juridique liés à la pandémie dans tous les pays permettent depuis un an d'étudier "en direct" la genèse du discours juridique en situation de crise
- Pour les Etats multilingues comme la Suisse ou la Belgique, besoin simultané en matière de traduction juridique

Questions de recherche :

- A quelles difficultés la traduction juridique doit-elle faire face dans une telle situation de crise en contexte plurilingue (ici, exemple de la Suisse) ?
- Quels paradigmes théoriques se révèlent-ils suffisamment puissants pour aborder la question de l'équivalence pragmat-sémantique entre les différentes versions de ces textes ?

La traduction juridique et la corédaction

- Traduction spécialisée :
 - Langages spécialisés → plusieurs niveaux
 - Langues juridiques : droit pénal, droit du travail, ...
 - Communication entre experts dans un domaine
 - Sujets uniformes : **médecine, chimie, géographie** etc.
 - « **Pneumonie** » (FR)
 - « **Pneumonia** » (ANG)
 - « **Pneumonie** » (ALL)

La traduction juridique et la corédaction

- La traduction juridique :
 - Langue juridique source et langue juridique cible (Sandrini 1999)
 - Langue juridique française = ?
 - Système juridique source et système juridique cible
 - ➔ Le droit comparé (De Groot 1999)
= compétence nécessaire pour résoudre des problèmes de transfert (Dullion 2015)
 - ➔ Pas d'équivalence !
 - « Court » (ANG) = « tribunal », « cour », « juridiction », « conseil » (FR) ?
- Sous-compétences en traduction juridique (Prieto Ramos 2011) :
 - **Stratégique/méthodologique** : définition de critères d'équivalence
 - **Documentaire et technologique** : recherche sur les systèmes juridiques

La traduction juridique et la corédaction

- **Exemple ALL :**

- « *Einwilligung* » = approbation préalable (art. 183 Code civil allemand)
- « *Genehmigung* » = approbation ultérieure (art. 184 Code civil allemand)
- « *Zustimmung* » = approbation
 - ➔ synonymes en Autriche

- **Exemple ANG :**

- « *Bailiff* » (USA) = policier à une audience
- « *Bailiff* » (UK) = huissier de justice

La traduction juridique et la corédaction

- Traduction juridique en systèmes plurilingues
 - Équivalence absolue (Cao 2007)
 - Pertinence de l'intertextualité dans la langue cible

Exemples :

→ « personne morale » (FR) ≠ « *juristische Person* » (DE)

→ CH : « Des personnes morales » / « *Die juristischen Personen* » (Titre 2^e, Livre 1^{er}, Code civil suisse)

La traduction juridique et la corédaction

- La traduction juridique en tant que corédaction (au niveau national / supra-étatique)
 - Objectif : instrument juridique, pas de traduction (Dullion 2014)
 - Exemple : textes législatifs et réglementaires au Canada, en Belgique, en Suisse etc.
 - Exemple : règlements et directives de l'UE (en 24 langues)

La traduction juridique et la corédaction

- Risque de divergence entre les différentes langues (Cao 2007)
 - Exemple : règlement général sur la protection des données

Article 28 :

2. Le sous-traitant ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'**autorisation** écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une **autorisation** écrite générale, le sous-traitant informe le responsable (...)

(2) Der Auftragsverarbeiter nimmt keinen weiteren Auftragsverarbeiter ohne vorherige gesonderte oder allgemeine schriftliche **Genehmigung** des Verantwortlichen in Anspruch. Im Fall einer allgemeinen schriftlichen **Genehmigung** informiert der Auftragsverarbeiter den Verantwortlichen (...)

« approbation » / « autorisation » = « *Genehmigung* »

→ Langues juridiques de l'Union européenne

→ Exemple : 1^{ère} ordonnance suisse liée à la COVID-19

La traduction juridique et la corédaction

- Des mesures prises à la hâte en raison de la pandémie

Ordonnance du 28 février 2020 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19) [COVO]:

- *manifestation / Veranstaltung*

→ problème terminologique ?

- *accueillir / teilnehmen vs. sich aufhalten*

→ cadres juridiques différents (Märkli 2020)

→ **Ordonnance 2 du 13 mars 2020 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19) [Ordonnance 2 COVID-19] → précisions**

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

D'une jurilinguistique termino-centrée à une (analyse du (discours juridique))

- Un ancrage de la jurilinguistique traditionnelle ("1ère génération") dans la traduction / le plurilinguisme et le travail institutionnel :

Cette conjoncture (= la situation linguistique au Canada) a favorisé la naissance d'une « jurilinguistique » – au Canada, à tout le moins. Elle procède des avancées de la traductologie. Quoique, à l'origine, étroitement liée à la traduction juridique, elle s'en distingue de plus en plus pour constituer une discipline en soi, à la croisée du droit et de la linguistique – plus appliquée que théorique. (Gémar 2011, 10)

 - Poids du Canada et des pays bilingues et/ou bijuridiques
 - Expérience européenne avec le principe du multilinguisme
- En parallèle, un traitement holistique du "discours juridique", dans toutes ses composantes et son épaisseur socio-discursive, par delà la seule composante terminologique, fortement influencé par l'Ecole allemande d'Analyse du Discours (en particulier l'Ecole de Düsseldorf)

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

D'une jurilinguistique termino-centrée à une (analyse du (discours juridique))

- Sémantique juridique comme « sémantique fondamentale » appliquée à un objet délimité :
 - Point de départ dans la « langue spécialisée » du droit, comme variante de langue institutionnelle (Busse 2000)
 - Dépassement du terminologique pour prendre les comptes les stratégies de compréhension du *sens* en droit :
 - Interface avec l'interprétation du droit ("interprétation du droit") (Busse 1998, 2004)
 - Forte composante pragmatique
 - Sémantique juridique comme composante de la « sémantique discursive (historique) », intégrant l'important héritages des *Concepts historiques clefs* de Koselleck :
 - Dépassement de la sémantique lexicale et des approches sémiologiques/structurales
 - Intégration d'une composante pragmatique forte : performativité du droit, mais plus généralement théories de l'agir communicationnel
 - Prise en compte de l'épaisseur historique dans la construction des concepts juridiques
- => Plus que des définitions de termes, la sémantique juridique recherche des **mouvements / condensations discursifs** et des **représentations de savoirs juridiques.**

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

L'au-delà terminologique (*sic*)

- Point de départ empirique : les problèmes identifiés dans la traduction FR-GE de la première loi suisse sur la COVID 19 ne sont terminologiques qu'à la surface, leur racine se situe à un niveau conceptuel plus profond soluble dans les paradigmes cognitifs
- Prémisse 1 : Recherche d'une modélisation sémantique rendant justice à tous les types de savoirs associés aux unités lexicales :
 - Savoir lexical : "sens-en-usage" du terme => figement 1
 - Savoir textuel : le texte de loi se distingue par ses fonctions performatives et instructionnelles, instanciant ainsi le passage du discours général au discours spécialisé, ici sous-type de discours institutionnel
 - Savoir discursif : élément discret d'un "corpus virtuel" (Busse/Teubert 1994) de déclarations, etc. qui sédimentent dans une matrice => figement 2
 - Savoir contextuel : COVID 19 comme une pandémie ayant des conséquences (plus ou moins acceptées) sur la vie sociale
 - Savoir encyclopédique : expérience réelle et usuelle des locuteurs avec toutes les composantes de sens extra-linguistiques constitutives des concepts en question => figement 3

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

Un choix épistémologique fondamental

- Les termes juridiques saisis comme signes pour des segments de savoir incluant une forte dimension encyclopédique => lié aux positions théorique de D. Busse :

Die Frage: was gehört zum „Sprachwissen“ (zur „sprachlichen Bedeutung“) und was zum „Weltwissen“ (zum „Kontextwissen“, „kommunikativen Sinn“ usw.) ist meistens untrennbar mit der Frage verknüpft: womit will ich mich als Linguist noch beschäftigen und was interessiert mich nicht mehr (oder: womit will (soll, darf) ich mich nicht mehr beschäftigen) (...) (Busse 1995, 14)

Der größte Teil des verstehensrelevanten Wissens – vor allem das, was man im üblichen Verständnis zur Semantik rechnet – ist in dem Sinne nicht allein sprachlich, dass es nicht mit ausschließlich linguistischen Mitteln beschrieben werden kann, sondern mit Mitteln, welche allgemeine enzyklopädische Informationen und Beschreibungsverfahren zuhelfe nehmen, beschrieben werden muss. (Busse 1997: 29)

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

Pladoyer pour le choix des *frames* comme *tertium comparationis*

- Prémisse 2: Les *frames* représentent une représentation holistique des différentes dimensions de savoirs listées ci-dessus et peuvent servir de *tertium comparationis* pour comparer les degrés d'équivalence conceptuelle contextualisée entre les termes GE et FR
- Les *frames* permettent des représentations formalisées sur la base d'unités prédicatives ouvrant des variables (*slots*) occupées par des arguments :

Frame semantics characterizes the semantic and syntactic properties of predicating words by relating them to semantic frames. These are **schematic representations of situations involving various participants, props, and other conceptual roles, each of which is a frame element (FE)**. The semantic arguments of a predicating word correspond to the FEs of the frame or frames associated with that word. » (Johnson/Fillmore 2003)

- Lien fort entre les *frames* conceptuelles et les structures de surface mis en lumière par les modèles constructionnels :

It has been argued that meanings are typically defined relative to some **particular background frame or scene**, which itself may be highly structured. I use these terms in the sense of Fillmore (1975, 1977b) to designate an idealization of '**a coherent individuable perception, memory, experience, action, or object**'. (Goldberg 1995 : 25)

=> toutes les dimensions de savoirs identifiées jusqu'à maintenant relèvent de frames à des niveaux différents

Méthodologie : pour une approche par les *frames*

Exemple : *Diebstahl / vol* (Busse 2008 : 12)

"§ 242. Diebstahl. (1) Wer eine fremde bewegliche Sache einem anderen in der Absicht wegnimmt, dieselbe sich rechtswidrig zuzueignen, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft. (2) Der Versuch ist strafbar."

P¹: "wegnehmen (wer^{B1} einem anderen^{B2}, eine fremde bewegliche Sache^{B3})"
P²: "Absicht haben (wer^{B1}, PA³)"
P³: "rechtswidrig zueignen (wer^{B1}, sich^{B4=B1}, dieselbe^{B3})"
P⁴: "ist gleich/gilt als (PA¹ - PA³ "Diebstahl")
P⁵: "bestrafen (Gericht/Staat^{B5}, wer^{B1} (PA¹-PA³) begeht , mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe^{B6})"

(1) DIEBSTAHL-Rahmen:

WEGNEHMEN^{HDLG-1} {Wegnehmender^{AG [1]},
Person/Institution der weggenommen wird^{PAT [2]},
Weggenommenes^{AOB [3]}}

UND¹ (Prädikations-Rahmen-Verknüpfung)

(2) ABSICHT¹-Rahmen:

BEABSICHTIGEN^{MOT} { [1], zueignen^{Hdlg-2} { [1], [3] } }

UND² (Prädikations-Rahmen-Verknüpfung)

(3) WISSEN¹-Rahmen:

WISSEN { IST-RELATION-1^{QUAL} { Hdlg-2, rechtswidrig¹ } }

UND³ (Prädikations-Rahmen-Verknüpfung)

(4) ABSICHT²-Rahmen:

BEABSICHTIGEN^{MOT} { IST-RELATION-1^{QUAL} { Hdlg-2, rechtswidrig¹ } }

Realweltliche Szenen: {Wegnehmender^[1] nimmt Sache^[3] weg}

Eingebettete Rahmen

(5) WEGGENOMMENES-Rahmen:

IST-RELATION-2^{QUAL} { [3], Sache^[4], in rechtlicher Hinsicht¹ }

(6) SACHE-Rahmen:

IST-RELATION-3^{QUAL} { [3], fremd^[5], beweglich^[6] }

(7) FREMD-Rahmen:

IST-RELATION-4^{QUAL} { [3], [5], für [1], gegenüber [2],
in rechtlicher Hinsicht² }

L'interprétation littérale : la première ordonnance suisse liée à la COVID-19

Art. 2 Veranstaltungsverbot

1 Es ist verboten, öffentliche oder private **Veranstaltungen**, bei denen **sich** gleichzeitig mehr als 1000 Personen **aufhalten**, in der Schweiz durchzuführen.

2 Bei öffentlichen oder privaten Veranstaltungen, bei denen weniger als 1000 Personen **teilnehmen**, müssen die Veranstalter zusammen mit der zuständigen kantonalen Behörde eine Risikoabwägung vornehmen, ob sie die Veranstaltung durchführen können oder nicht.

Art. 2 Interdiction de manifestations

1 Il est interdit d'organiser en Suisse des **manifestations** publiques ou privées **accueillant** plus de 1000 personnes simultanément.

2 Lors de manifestations publiques ou privées **accueillant** moins de 1000 personnes, les organisateurs, en collaboration avec l'autorité cantonale compétente, doivent évaluer les risques pour déterminer s'ils peuvent ou non organiser la manifestation.

L'interprétation littérale : la première ordonnance suisse liée à la COVID-19

Art. 40, Loi sur les épidémies (LEp)

- a. **Veranstaltungen** verbieten oder einschränken;
 - b. **Schulen, andere öffentliche Institutionen und private Unternehmen** schliessen oder Vorschriften zum Betrieb verfügen;
-
- a. prononcer l'interdiction totale ou partielle de **manifestations**;
 - b. fermer des **écoles, d'autres institutions publiques ou des entreprises privées**, ou réglementer leur fonctionnement;

L'interprétation littérale : la première ordonnance suisse liée à la COVID-19

Message concernant la révision de la LEp (Conseil fédéral suisse)

und betreffen vor allem **Veranstaltungen, Schulen und Unternehmen**, da **Menschenansammlungen** für die Ausbreitung bestimmter Krankheiten (z. B. Grippe oder Masern) besonders förderlich sind.

les **manifestations**, les **écoles** et les **entreprises** qui, vu le nombre de personnes qui y sont **rassemblées**, sont particulièrement propices à la propagation de certaines maladies (p.ex., grippe ou rougeole).

L'interprétation littérale : la première ordonnance suisse liée à la COVID-19

Art. 2 Veranstaltungsverbot

1 Es ist verboten, öffentliche oder private **Veranstaltungen**, bei denen **sich** gleichzeitig mehr als 1000 Personen **aufhalten**, in der Schweiz durchzuführen.

2 Bei öffentlichen oder privaten Veranstaltungen, bei denen weniger als 1000 Personen **teilnehmen**, müssen die Veranstalter zusammen mit der zuständigen kantonalen Behörde eine Risikoabwägung vornehmen, ob sie die Veranstaltung durchführen können oder nicht.

Art. 2 Interdiction de manifestations

1 Il est interdit d'organiser en Suisse des **manifestations** publiques ou privées **accueillant** plus de 1000 personnes simultanément.

2 Lors de manifestations publiques ou privées **accueillant** moins de 1000 personnes, les organisateurs, en collaboration avec l'autorité cantonale compétente, doivent évaluer les risques pour déterminer s'ils peuvent ou non organiser la manifestation.

References

- Busse, Dietrich / Teubert, Wolfgang** (1994). "Ist Diskurs ein sprachwissenschaftliches Objekt? Zur Methodenfrage der historischen Semantik", in: Dietrich Busse et al. (Ed.): *Begriffsgeschichte und Diskursgeschichte. Methodenfragen und Forschungsergebnisse der historischen Semantik*; 10-28. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Cao, Deborah** (2007). "Translating Law", in: Susan Bassnett & Edwin Gentzler (Ed.): *Topics in Translation*; 33. Clevedon u.a.: Multilingual Matters.
- De Groot, Gerard-René** (1999). "Zweisprachige juristische Wörterbücher", in: Peter Sandrini (Ed.): *Übersetzen von Rechtstexten. Fachkommunikation im Spannungsfeld zwischen Rechtsordnung und Sprache*, 203-227, in: Hartwig Kalverkämper (Ed.): *Forum für Fachsprachen-Forschung*; 54. Tübingen: Günter Narr.
- Dullion, Valérie** (2014). "Traduire les textes juridiques dans un contexte de plurilinguisme officiel : quelle formation pour quelles compétences spécifiques ?", in: *Meta: journal des traducteurs/ Meta: Translator's Journal*; 59/3, 636-653.
- Goldberg, Adele E** (1995). "Constructions: A Construction Grammar Approach to Argument Structure". Chicago: The University of Chicago Press.
- Märkli, Benjamin** (2020). "Die 'Corona-Verordnung' des Bundesrats vom 28. Februar 2020", in: Wolfgang Wiegand (Ed.): *Jusletter 9. März 2020*. Bern: Weblaw.
- Prieto Ramos, Fernando** (2011): "Developing legal translation competence. An integrative process-oriented approach", in Jerzy Bańczerowski (Ed.): *Comparative Legilinguistics*; 5, 7-21.
- Sandrini, Peter** (1999). "Translation zwischen Kultur und Kommunikation: Der Sonderfall Recht", in: Peter Sandrini (Ed.): *Übersetzen von Rechtstexten. Fachkommunikation im Spannungsfeld zwischen Rechtsordnung und Sprache*, 9-43, in: Hartwig Kalverkämper (Ed.): *Forum für Fachsprachen-Forschung*; 54. Tübingen: Günter Narr.

Merci de votre attention !

Prof. Dr. Laurent GAUTIER

Centre Interlangues Texte Image Langage (UBFC, EA 4182)

laurent.gautier@ubfc.fr

Waldemar NAZAROV

Centre Interlangues Texte Image Langage (UBFC)

Fachbereich Translations-, Sprach- und Kulturwissenschaft (JGU)

[wanazaro@uni-mainz.de](mailto:wanzaro@uni-mainz.de)

